

**ACCÈS À L'ESPACE SCHENGEN**

# Nouvelles restrictions pour les Algériens

**Depuis un certain temps, les Etats Schengen observent une attitude pour le moins étonnante à l'égard des Algériens. Des procédés en contradiction totale avec les accords de libre circulation sont régulièrement constatés et rapportés au niveau de nos consulats et ambassades visiblement confrontés à une situation de fait accompli.**

**Abla Chérif - Alger (Le Soir) -** Dans leur quasi-majorité, les Etats membres de Schengen affichent une ferme volonté de ne plus accepter les ressortissants algériens détenteurs d'un visa délivré par un autre pays. La procédure est insidieuse : le voyageur détenteur par exemple d'un visa octroyé par la France est en mesure de se rendre sur le territoire italien mais il sera cependant confronté à un refus lors de sa prochaine demande de visa. Aucune explication ne lui sera fournie pour autant. La mesure concerne d'autre part tous les Algériens sans distinction et quelle que soit leur fonction. Il y a quelques mois, un diplomate algérien en voyage pour affaire personnelle en a fait les frais. Il a été refoulé du pays où il se rendait sans explication et sans possibilité de faire prévaloir ses droits car il ne bénéficiait pas à cet instant de couverture diplomatique. En période de tension, l'attitude de ces Etats se fait encore plus ferme. Lors des derniers attentats ayant ciblé la capitale parisienne, les polices des frontières ont carrément refoulé tous les passagers algériens détenteurs d'un visa délivré par un pays autre que celui du pays où ils se rendaient.

Ayant cerné le manège, les personnes en déplacement fréquent dans le cadre de leurs activités ont compris que pour éviter d'être soumises à ce problème, il est désormais préférable de se faire d'abord une entrée dans le pays qui leur a délivré le visa

avant de transiter vers le territoire qui les intéresse. Ces faits, a-t-on appris, ont été à maintes reprises signalés aux autorités compétentes. Celles-ci, nous dit-on, se retrouvent naturellement dans l'incapacité d'entamer une quelconque action face à ces procédés officieux. Toute plainte ou demande d'explication à une ambassade

européenne concernée se heurte à un « nous n'en savons rien, nous ne sommes pas au courant ». L'attitude affichée est celle de pays forts, souverains nullement obligés de fournir des explications sur leurs agissements.

Des agissements qui ne s'expliquent que par deux raisons. La première a trait à une volonté certaine de ralentir la circulation des personnes. La seconde, évidente, est liée à des raisons de sécurité. Quoi qu'il en soit, ces procédés même officieux vont à l'encontre du contenu même des accords de Schengen.

A. C.



Photos : DR

**ACCORD D'ASSOCIATION AVEC L'UNION EUROPÉENNE**

## Des mesures de révision prises, au plus tard, d'ici début septembre

**L'Algérie entamera les rounds de négociations avec l'Union européenne pour la révision de l'accord d'association à partir de fin mars et jusqu'à fin mai prochain. D'ici fin juillet à début septembre, les deux parties vont décider des mesures de corrections à apporter à cet accord. C'est ce qu'a indiqué hier le directeur du commerce extérieur par intérim au ministère du Commerce. Quant à l'opération d'étude des dossiers des licences d'importation des véhicules, elle débutera d'ici début avril.**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir) -** Saïd Djellab qui s'exprimait hier lors des débats du Forum des chefs d'entreprises (FCE) sur l'accord d'association avec l'Union européenne a indiqué que l'Algérie et la partie européenne ont chacune fait son bilan et un travail d'analyse sera fait pour voir toutes les anomalies à

corriger, notamment en matière d'investissement et du déficit de la balance commerciale. Selon lui, à partir de fin mars et jusqu'à fin mai, il y aura des rencontres en continu entre les deux parties.

A partir de fin juillet à début septembre, les deux partenaires vont négocier les propositions pour voir quelles sont les mesures à prendre pour corriger les anomalies soulevées.

« Les propositions européennes seront bien évidemment négociables », a soutenu le directeur du commerce extérieur par intérim au ministère du Commerce.

Par ailleurs, interrogé sur les licences d'importation de véhicules dont un quota de 152 000 unités a été fixé pour l'année 2016, M. Djellab a indiqué que plus de 80 demandes ont été déposées. « Ce n'est pas tous les opérateurs qui répondent aux critères exigés par la réglementation », a souligné l'invité du FCE qui cite les opérateurs n'ayant pas d'agrément, ceux qui font les multimarques ou encore des agents agréés. Selon lui, le quota des 152 000

unités sera réparti durant la semaine prochaine et la période de la licence s'étalera sur une durée de six mois qui peut être prolongée.

« Le comité chargé des délivrances de licences n'a pas chômé et nous entamerons l'étude des dossiers des concessionnaires d'ici fin mars ou/au plus tard début avril », a-t-il indiqué.

Concernant l'économie nationale, M. Djellab a indiqué que des mesures urgentes ont été prises pour combler le déficit de la balance commerciale. « Ça commence à donner des résultats même si la menace est toujours là », dit-il. Selon les chiffres qu'il a donnés, il y a eu une réduction de 51 milliards de dollars en matière d'importation à fin 2015 par rapport à 2014 et une réduction de 37 milliards de dollars en terme d'exportation. Et la tendance baissière continue.

Durant les deux premiers mois de l'année en cours, les importations ont connu une baisse de 8% et les exportations ont baissé de 39%.

S. A.

**SMAIL CHIKHOUNE, PRÉSIDENT DU CONSEIL D'AFFAIRES ALGÉRO-AMÉRICAIN :**

## «Les patrons américains sont dans l'attente de la nouvelle loi algérienne sur l'investissement»

**Sans se hasarder à fournir une date exacte, Smaïl Chikhouné, le président du Conseil d'affaires algéro-américain, a confirmé, hier sur les ondes de la Chaîne 3, qu'une importante délégation américaine accompagnera en avril prochain le secrétaire d'Etat John Kerry en Algérie.**

Une visite qui ne sera pas dédiée exclusivement au volet économique, a confié l'invité de la rédaction de la Radio nationale. Ce dernier s'est surtout attardé sur les avancées engrangées dans la perspective de la concrétisation du projet de pôle biotechnologique, le 4<sup>e</sup> du genre au monde, qui verra progressivement le jour en Algérie.

Selon le président du Conseil d'affaires américano-algérien, les démarches en sont à l'élaboration de la feuille de route qui établira ce que chacune des deux parties sera appelée à accomplir durant cette année. Tout en reconnaissant qu'il y a eu un « flottement » dans le processus de matérialisation de ce gigantesque projet, Smaïl Chikhouné a comme voulu rassurer que malgré ces contretemps cela vaut le coup puisque l'impact atten-

du de ce mégaprojet sur le pays et son économie pourra se chiffrer en milliards de dollars.

« L'objectif sera de capter une partie des 130 milliards, principalement américains, à travers le monde ». De ces 130 milliards de dollars investis dans la recherche et le développement que se partagent en ce moment les trois autres pôles de Boston, Dublin et Singapour, l'Algérie projette d'attirer entre 10 et 15%, a assuré M. Chikhouné visiblement convaincu que ce projet de pôle biotechnologique, les patrons américains connaîtront « un peu mieux » la destination Algérie.

Autrement, dans d'autres secteurs, ce sont actuellement 150 entreprises US qui exercent en Algérie. Un chiffre appelé à se développer eu égard à l'intérêt des patrons américains qui va grandis-

**Smaïl Chikhouné, président du Conseil d'affaires algéro-américain.**

sant dans divers secteurs d'activité, tels le médicament, l'agriculture et les mines. A ce titre, la naissante industrie automobile algérienne suscite l'attention aux Etats-Unis.

« Il y a déjà des privés algériens qui sont en discussion avec des Américains pour des partenariats notamment dans le domaine de la fabrication de la pièce détachée », a révélé le président du Conseil d'affaires algéro-américain qui, toute-

fois, n'a pas caché que cet intérêt reste tributaire de ce que décidera le législateur algérien dans la nouvelle loi sur l'investissement.

Actuellement, l'investissement américain hors hydrocarbures est à près de 2 milliards de dollars. Modeste, comparé à ce qui a cours dans d'autres pays, mais les projets dans lesquels les Américains sont partie prenante sont « porteurs » à l'instar de celui dans lequel sont

associés la Sonelgaz et General Electric pour la fabrication de turbines à gaz, ou encore l'usine de tracteurs à Constantine et celle du câble électrique à Biskra.

Ce qui refroidit les investisseurs américains dans leur engagement en Algérie c'est évidemment la règle du « 51-49 ». Pour les patrons de PME américaines, qui comprennent que dans des secteurs stratégiques, et comme cela existe ailleurs qu'en Algérie, la règle peut être admise, mais pas dans la petite et moyenne entreprise. Alors, le moment est venu pour revoir cette loi, conseille Smaïl Chikhouné qui, à l'occasion, a révélé un fait méconnu des Algériens potentiels exportateurs vers les Etats-Unis.

« Il y a près de 4 000 produits algériens qui peuvent être éligibles à l'entrée sur le marché américain », a-t-il attesté pour infirmer cette « idée reçue » sur les barrières tarifaires qui contrarient les éventuels patrons algériens désireux de s'adonner aux commerces avec des partenaires des Etats-Unis.

M. Azedine